

# Budapest consolide sa forteresse coûte que coûte

**Hongrie** Toutes les personnes qui entrent illégalement dans le pays seront détenues.

**A** lors que plusieurs pays européens tâtonnent sur la politique d'asile, la Hongrie ne dévie pas un instant de sa ligne dure à l'égard des migrants. Le pays met même les bouchées doubles pour se consolider comme forteresse impénétrable, estimant "que le nombre faible de migrants qui empruntent actuellement la route des Balkans représente le calme avant la tempête", comme l'indique Zoltan Nagy, ambassadeur de la Hongrie en Belgique.

Résultat : ce mardi, le Parlement hongrois a adopté à une large majorité la réintroduction de la mise en détention systématique des migrants entrés dans le pays, une mesure pourtant supprimée en 2013 sous la pression de l'Union européenne et de l'Onu.

Depuis juin 2016 déjà, Budapest arrêta et renvoyait immédiatement en Serbie les migrants surpris dans un rayon de 8 km à partir la frontière hongroise. Désormais, si une "situation de crise" est déclarée, tout individu âgé de plus de 14 ans, nouveau venu ou déjà hébergé en Hongrie, intercepté à n'importe quel endroit sur le territoire et indépendamment de l'état d'avancement de sa demande d'asile, sera condamné, pour une durée illimitée, aux conteneurs des "zones de transit" qui longent les frontières serbes et croates. Zones que les migrants "pourront quitter uniquement vers la Serbie et la Croa-

tie", insiste M. Nagy, qui refuse de parler de "détention". Et d'ajouter que la "procédure d'asile sera accélérée, puisque tout appel d'une décision devra désormais être introduit dans un délai de trois jours".

**Une "campagne de communication"**

Des précisions qui ne risquent pas de calmer l'inquiétude et l'indignation des défenseurs des droits de l'homme, dont les réactions n'ont pas tardé à se multiplier. "Cette loi viole les obligations de la Hongrie vis-à-vis des lois internationales et de l'Union européenne et va avoir un impact physique et psychologique terrible sur des femmes, des enfants et des hommes qui ont déjà beaucoup souffert", a immédiatement réagi l'Onu.

Autant peut-on s'interroger sur la légalité – le droit européen prévoit qu'un demandeur d'asile ne peut pas être privé de sa liberté pour la seule raison qu'il a déposé une demande d'asile – ou même l'humanité, de cette décision, autant elle s'inscrit parfaitement dans la "campagne de communication" de Budapest destinée à porter un seul et même message : "Vous n'êtes pas les bienvenus".

"La Hongrie réserve aux migrants un paquet de mesures, basées sur la violence et l'humiliation, pour les dissuader de revenir", observe Christopher Stokes, directeur général de Médecins sans frontières Belgique. D'après des témoignages et le type de blessures soignées dans les cliniques de l'ONG, "les gardes-frontières hongrois assènent des coups de matraque aux migrants ou les aspergent de gaz lacrymogène. Le froid est utilisé comme arme de dissuasion, en privant les migrants de leurs vêtements, de leurs chaussures avant de les obliger à marcher des kilomètres. Ils les étendent à terre et leur marchent dessus. Si ces agissements à la frontière sont une indication du comportement des autorités

hongroises à l'égard des migrants, l'enfermement systématique de ceux-ci nous fait craindre le pire", s'inquiète M. Stokes, qui attend une réaction ferme de l'UE.

**Langue de bois**

Sauf que cette décision hongroise intervient dans la foulée du "plan d'action" présenté par la Commission européenne la semaine dernière et qui encourage les Etats membres à détenir de façon plus systématique les migrants, mais uniquement ceux dont la demande d'asile a été refusée. Qu'importent les détails, cela a suffi à la Hongrie pour en déduire que la Commission s'était enfin alignée sur sa position, comme s'en est réjoui M. Nagy. Contacté par nos soins, l'exécutif européen s'est d'ailleurs limité à

annoncer que "le commissaire Avramopoulos se rendra en Hongrie pour avoir une discussion sérieuse avec les autorités hongroises", avant de se pencher sur la légalité de cette mesure.

Les Etats membres pourraient rappeler le Premier ministre Orban à l'ordre lors du Conseil européen de ce 9 et 10 mars. D'autant que le projet de conclusions du sommet que nous avons consulté insiste, encore et toujours, sur la nécessité pour les Vingt-huit d'assumer leurs responsabilités et de se montrer solidaires face à la crise migratoire. Et va même jusqu'à proposer de trouver un consensus sur une politique d'asile européenne avant la fin de la présidence maltaise, soit en juin 2017.

Des objectifs ambitieux mais qui laissent quelque peu dubitatif, tant l'accent est mis depuis quelques mois sur une externalisation de la gestion de la migration, à défaut de trouver un terrain d'entente au sein de l'Union.

Maria Udrescu

Les Etats membres pourraient rappeler à l'ordre Budapest lors du Conseil européen de ce 9 et 10 mars.